



UN Conference on
Small Island
Developing States
Apia, Samoa | 1-4 Sept 2014

COUVERTURE DES RÉUNIONS
DPI/SIDS/1
1 septembre 2014

1^{re} & 2^e séances plénières
matin & après-midi

La communauté internationale écrit « Le scénario de Samoa » pour des « modalités d'action accélérée des petits États insulaires en développement »

Après le Plan d'action de la Barbade de 1994 et la Stratégie de Maurice de 2005, la communauté internationale a décidé d'écrire « Le scénario de Samoa », du nom de ce pays du Pacifique qui accueille, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 4 septembre prochain, la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID).

Les grands problèmes qui se posent aux PEID finiront tôt ou tard par influencer chaque pays, quel que soit son niveau de développement ou de prospérité, a prévenu le Premier Ministre de Samoa et Président de la Conférence, M. Tuilaepa Lufesolai Sailele, en parlant en particulier des conséquences déjà dramatiques pour les PEID des changements climatiques, qualifiés « d'arme de destruction massive » qui vient s'ajouter aux défis qu'affrontent déjà ces pays, comme notamment les catastrophes naturelles, la cherté des importations énergétiques, la dégradation des écosystèmes littoraux et maritimes et la montée du niveau des mers.

Comme d'autres pays en développement, les PEID n'échappent pas aux effets néfastes de la crise économique mondiale, à la baisse des investissements étrangers directs, aux déséquilibres commerciaux, à un endettement croissant, au manque d'infrastructures de base, à la faiblesse des moyens humains et institutionnels et au défaut d'intégration réelle dans l'économie mondiale.

Comme l'a dit le Premier Ministre des Îles Cook, M. Henry Puna, « quand nous parlons de l'impact dévastateur des changements climatiques sur nos communautés, les pays développés nous parlent « d'érosion des profits du secteur privé ». Quand nous appelons à des investissements massifs, les pays développés nous répondent en parlant de petites et moyennes entreprises, et quand nos leaders parlent de volonté politique, les dirigeants des pays développés nous parlent des responsabilités qu'ils auraient face à leurs électeurs.

Le travail contre les problèmes qui se posent aux PEID commence ici, et à partir de ce qui s'est fait à la Barbade et à Maurice, a déclaré aux délégations sur un ton d'encouragement le Président de la Conférence et Premier Ministre de Samoa. « Traiter les problèmes des PEID, c'est développer les outils nécessaires à la promotion d'un développement durable dans le monde entier », a quant à lui affirmé ce matin le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'ouverture des travaux de la Conférence.

Mais comment traiter ces problèmes? « Samoa, la Voie à suivre », à savoir le Document final de la Conférence, qui dans « une tournure historique » a été finalisé par les délégations lors des négociations qui ont eu lieu avant même la Conférence, répond à cette question*. « La voie à suivre » pour « des modalités d'action accélérée de la part des petits États insulaires en développement » part du postulat « qu'en l'absence d'une coopération internationale, les chances de succès des PEID resteront limitées ». Les auteurs du Document poursuivent en stipulant qu'« avec une volonté politique renouvelée et conscients

de notre rôle moteur, nous nous mobilisons pour travailler en partenariat constructif avec toutes les parties prenantes ».

Le Document final de la Conférence de Samoa, s'est réjoui le Premier Ministre de Samoa, lance un cadre nouveau et évolutif pour les partenariats. Il place le secteur privé et les autres parties prenantes importantes à la même table que les PEID et leurs partenaires.

« Le développement durable des PEID à travers des partenariats véritables et durables » est d'ailleurs le thème général de cette Conférence qui se donne pour objectif d'en écrire le scénario, soit « Le scénario de Samoa ». Six domaines prioritaires ont été fixés pour ces partenariats, à savoir: les changements climatiques et la gestion des risques de catastrophes; la biodiversité des océans et des mers; l'eau et l'assainissement; la sécurité alimentaire et la gestion des déchets; le développement économique durable; l'énergie et le développement social; la santé et les maladies non transmissibles; ainsi que les jeunes et les femmes.

Nous espérons que « Samoa, la Voie à suivre » sera celle pour la prise d'engagements concrets de la part de tous les partenaires, et qu'elle les conduira, ainsi que les PEID, vers un avenir où l'espoir existe pour les plus petits d'entre nous et où personne n'est abandonné à son sort, a déclaré le Premier Ministre de Samoa.

Outre son Président et le Secrétaire général, la Conférence a entendu aujourd'hui les déclarations liminaires des Présidents de l'Assemblée générale de l'ONU, de l'Alliance des petits États insulaires en développement et du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies. Elle a aussi entendu les interventions de la représentante des neuf grands groupes identifiés en 1992 lors du Sommet de la Terre de Rio**. Le Secrétaire général de la Conférence et Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économique et sociales, M. Wu Hongbo, a été le dernier intervenant à prendre la parole avant l'ouverture du débat général.

Après avoir élu son Président, la Conférence a décidé que les vice-présidences seraient assumées par le Bénin, Maurice, la Tanzanie, le Japon, les Maldives, l'Estonie, la Roumanie, les Bahamas, la Barbade, le Mexique, l'Allemagne, l'Espagne et la Turquie, États représentant les cinq groupes régionaux des Nations Unies. Le Groupe des États d'Europe orientale nommera un candidat pour occuper son siège, demeuré vacant. Le Vice-Premier Ministre de Samoa, M. Fonote Nuafesili Pierre Lauofo, a été nommé Président ex-officio.

La troisième Conférence internationale des PEID reprendra son débat général demain, mardi 2 septembre, à partir de 10 heures.

**A/CONF.223/3*

***Les grands groupes sont les agriculteurs, les autochtones, les autorités locales, la communauté scientifique et technologique, les enfants et les jeunes, les entreprises et le monde de l'industrie, les femmes, les ONG, les travailleurs et les syndicats.*

TROISIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR LES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT

Déclarations liminaires

M. TUILAEPA SAILELE MALIELEGAOI, Premier Ministre de Samoa et Président de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID), a prévenu que les grands problèmes qui se posent aux PEID finiront tôt ou tard par influencer chaque pays quel que soit son niveau de développement ou de prospérité. Nous devons donc travailler ensemble et créer des partenariats pour exploiter pleinement notre potentiel et traiter effectivement de nos défis croissants.

Il y a toujours, a dit le Président, des occasions de faire des discours teintés de bonne moralité et de faire des déclarations d'intention. Mais la grandiloquence ne saurait réaliser nos objectifs. Accuser, montrer du doigt et jeter l'opprobre ne correspond en rien à un véritable partenariat. Nous voulons, a dit le Président, que des engagements soient pris et déclarés en faveur d'une action. Le travail commence ici, à partir de ce qui s'est fait à la Barbade et à Maurice. Nous savons de ces conférences que c'est le suivi de la mise en œuvre des recommandations qui fait la différence.

Pour appuyer un traité ambitieux sur les changements climatiques, le résultat de cette Conférence doit envoyer un message clair à la Conférence de Lima sur la nécessité de négocier de bonne foi pour que la rencontre de Paris devienne, en 2015 « la conférence de l'espoir pour les petits États insulaires en développement ». Cette problématique étant une question existentielle pour ces petits États, la sympathie et la compassion à elles seules ne consoleraient personne et n'arrêteraient pas non plus l'impact des changements climatiques, a prévenu le Premier Ministre de Samoa. Nous voulons tout simplement, s'est expliqué le Président de la Conférence, que nos partenaires se montrent ambitieux et s'engagent à lutter « une fois pour toutes » contre les causes sous-jacentes de ce phénomène.

Les PEID bénéficient de différentes perspectives et de l'appui de leurs partenaires au développement, de leurs organisations régionales et du système des Nations Unies, a-t-il rappelé. Ils appellent maintenant le monde à d'autres efforts pour s'assurer de la clarté nécessaire entre les mandats régionaux et internationaux et éviter ainsi des tensions inutiles. Plus que jamais auparavant, les petits États insulaires en développement ont besoin d'un appui fort et ciblé de leurs partenaires.

Le Document final, qui sera adopté à la fin de la Conférence, lance un cadre nouveau et évolutif pour les partenariats. Il place le secteur privé et les autres parties prenantes importantes à la même table que les PEID et leurs partenaires. Nous espérons que « Samoa, la Voie à suivre » sera la voie à suivre pour des engagements concrets de la part de tous les partenaires et les conduira, ainsi que les PEID, vers un avenir où l'espoir existe pour les plus petits d'entre nous et où personne n'est abandonné à son sort. Ce doit être notre héritage, a conclu le Président de la Conférence.

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général des Nations Unies, a souligné que la coalition composée de diverses petites nations insulaires que l'on appelle « petits États insulaires en développement » (PEID) se trouvait aux premières lignes des changements climatiques et du développement durable. Mais, a-t-il ajouté, ils sont aussi à l'avant-garde de solutions nouvelles pour répondre aux besoins du monde entier. En faisant référence au slogan de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PEID, « Les voix des îles, les choix du monde », le Secrétaire général a invité à écouter ces « voix » car, a-t-il expliqué, les problèmes des îles nous affectent tous. « Les PEID sont comme une loupe qui permet de voir les vulnérabilités de tous. »

« Traiter les problèmes des PEID permet de développer les outils nécessaires à la promotion d'un développement durable dans le monde entier », a fait remarquer le Secrétaire général en citant notamment les questions ayant trait à la gestion efficace des déchets, à l'énergie renouvelable, à la gestion des océans et à la résilience face aux catastrophes.

Il y a 20 ans, à La Barbade, les gouvernements ont pris des engagements au niveau mondial en faveur du développement durable des PEID, et ils les ont renforcés en 2005, a-t-il rappelé. Nous avons maintenant la « Voix à suivre » de Samoa pour nous guider, ainsi que des partenaires, a-t-il dit, en saluant la détermination des dirigeants des PEID.

M. Ban a rappelé que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable ou Conférence Rio+20, avait noté avec préoccupation les faibles progrès accomplis par les PEID en matière de développement, comparés aux autres pays, certains PEID ayant même régressé.

La première priorité est d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a dit le Secrétaire général en invitant ensuite les délégations à forger un programme de développement pour l'après-2015 qui permette de traiter les vulnérabilités et de répondre aux besoins des PEID. En troisième lieu, soulignant le prix ultime que payent ces pays aux effets des changements climatiques, il a appelé à trouver un accord universel significatif sur cette question d'ici à la fin de l'année prochaine.

Le Secrétaire général a parlé du voyage qu'il a effectué aux Îles Salomon, il y a deux ans, où il avait visité une petite ville qui se préparait à reloger ailleurs toute sa population du fait de la montée des eaux, comme c'est aussi le cas aux Kiribati. « Ma chambre d'hôtel était équipée d'un gilet de sauvetage », a-t-il indiqué, pour illustrer le risque d'inondation.

M. Ban a estimé que la détresse des PEID mettait en évidence une obligation morale d'agir en matière de climat. L'inaction dans ce domaine condamne les plus vulnérables, a-t-il observé. « Dans les pires cas, comme on l'a vu en Afrique, cela veut dire la sécheresse, la famine et la mort. »

Le Secrétaire général a exprimé sa grande préoccupation de voir que le monde n'est pas en bonne voie pour limiter la hausse de la température mondiale en dessous de 2 degrés Celsius. Il a appelé à changer les modes de consommation et de production non durables.

Rappelant que le Sommet sur le climat se tiendra le 23 septembre au Siège des Nations Unies, à New York, M. Ban a expliqué qu'il s'agirait de catalyser l'action, de s'appuyer sur l'élan pris vers la conclusion d'un accord sur le climat à Paris, et de façonner une vision collective pour pouvoir s'attaquer aux changements climatiques. « Je demande aux dirigeants des gouvernements, des affaires, de la finance et de la société civile de venir à New York avec des annonces et des initiatives audacieuses », a-t-il lancé.

Soulignant aussi le rôle important des PEID, il les a invités à dire aux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre ce qu'ils attendent d'eux. « Vous pouvez montrer comment vous renforcez votre résilience et mettez en place des économies vertes pour l'avenir. Vous pouvez donner l'exemple au monde », a recommandé le Secrétaire général en invitant les dirigeants des PEID à faire entendre leurs voix à New York.

Il a ensuite appelé à la création de partenariats et au renforcement des capacités et du leadership. Il a dit que les Nations Unies, avec toute leur expertise, continueraient à accompagner les PEID sur la route de « Samoa, la Voie à suivre ».

M. JOHN W. ASHE, Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale de l'ONU, a repris les mots du Président de la Conférence selon lesquels si on doit trouver des solutions à des problèmes mondiaux, on doit agir individuellement, car ce sont les actions individuelles, prises ensemble, qui aideront à régler les problèmes les plus graves du monde, dont celui posé par les changements climatiques.

Nous sommes à une Conférence internationale « différente », a d'emblée déclaré le Président de l'Assemblée générale. Nous sommes, a-t-il ajouté, à une Conférence qui traite réellement de la passion et de la conviction, de la résilience et plus encore, de l'engagement applicable universellement et initié par les PEID, à créer une alliance élargie de peuples, de gouvernements, des sociétés civiles et du secteur privé pour travailler ensemble à l'avenir que nous voulons maintenant et demain.

Les PEID ont beau être petits, leurs problèmes de développement sont grands. Ils demeurent un cas spécial de développement durable compte tenu de leurs vulnérabilités uniques et particulières. Ces États ont fait des progrès, s'est félicité le Président de l'Assemblée, mais il ne faut pas oublier que la viabilité de ces progrès ne sera assurée que dans un environnement international favorable qui appuie les efforts nationaux. C'est ce qui explique l'espoir placé en la création de partenariats véritables et durables qui ouvrent « la Voie à suivre ».

Il sera important, a prévenu le Président de l'Assemblée générale, de créer des liens forts entre « Samoa, La Voie à suivre » et le cadre de développement pour l'après-2015, et de faire en sorte que ce cadre devienne le moteur avec lequel les priorités des PEID seront réalisées. À son tour, il a rappelé que cette Conférence tenue à Samoa a lieu à quelques semaines à peine du Sommet sur les changements climatiques que convoque le Secrétaire général de l'ONU au Siècle.

Notre ère industrielle nous a apporté de nombreuses nouveautés enthousiasmantes mais aussi des problèmes. Citant le célèbre poète T.S Elliot, le Président a dit: « Nous ne cesserons pas d'explorer, mais au bout du compte, notre but sera d'arriver d'où nous sommes partis et de découvrir cet endroit pour la première fois ».

M. BARON DIVAVESI WAQA, Président de Nauru, qui est aussi le Président de l'Alliance des petits États insulaires en développement, a rappelé que Samoa était le premier État du Pacifique à avoir gagné son indépendance en 1962. Faisant référence aux deux premières Conférences sur les petits États insulaires en développement (PEID), tenues à la Barbade et à Maurice, il a noté les progrès importants accomplis dans les années qui ont suivi. Mais beaucoup reste à faire dans un monde qui a changé, a-t-il prévenu. Il a évoqué la crise financière et la politique d'austérité qui en a découlé dans de nombreux pays. Les changements climatiques ont aussi aggravé les difficultés et, selon le Président, on risque de faire un grand pas en arrière.

M. Waqa a estimé que, pour réussir, il faudrait que chacun prenne des engagements véritables. Il a souligné que les excès de quelques pays menaçaient l'existence même de quelques autres nations. Le développement durable a une dimension éthique qu'on ne peut ignorer, a-t-il souligné en invitant les partenaires à suivre une discipline morale afin qu'ils remplissent leurs promesses. De leur côté, les pays insulaires doivent aussi s'engager à utiliser au mieux l'aide qui leur est fournie. Il nous faut corriger notre

cap s'il n'est pas bon, a-t-il reconnu. Le Président de Nauru a enfin indiqué que, ce matin, avec d'autres dirigeants de l'Alliance, il avait adopté une déclaration sur les priorités en vue du développement durable. Il a prévenu qu'il faudrait sans doute procéder à des ajustements, mais a dit avoir confiance dans la capacité des petits États insulaires à trouver des solutions aux problèmes qui se posent à eux.

M. MARTIN SAJDIK, Président du Conseil économique et social (ECOSOC), a affirmé que l'ECOSOC est bien outillé pour appuyer les partenariats. Le Conseil peut tirer parti de l'expertise de ses organes subsidiaires, en particulier ses Commissions régionales, pour générer des idées novatrices sur la manière dont les partenariats, en particulier aux niveaux local et régional, peuvent être rendus plus efficaces pour la période de l'après-2015 qui s'annonce. L'ECOSOC peut aussi utiliser son Forum annuel sur les partenariats pour faire connaître les succès et faciliter une plus grande collaboration et une plus grande coordination entre les différents types de partenariats. L'ECOSOC pourrait aussi tenir des manifestations annuelles identiques au Forum avec d'autres acteurs non étatiques comme les parlements, les institutions d'audits et les universités pour générer davantage de plus-value. Le Président a assuré que l'ECOSOC et le Forum continueront à identifier les moyens d'inclure les priorités des PEID dans leur travail et à proposer de nouvelles initiatives.

M. WU HONGBO, Secrétaire général de la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID), a souligné que Samoa, qui est sorti de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), est un État dynamique et prospère, qui s'engage sur la voie du développement durable. Il a néanmoins rappelé les dangers et menaces qui pèsent sur les PEID, et qui se font de plus en plus pressants. Les progrès enregistrés par ces pays en matière de développement durable sont restés inégaux, a aussi remarqué M. Wu, notant même le recul qu'ont connu certains. Il a averti que ces pays ne pourraient pas relever à eux seuls les défis qui leur sont posés et qui sont dus aux actions menées par d'autres pays.

En luttant contre les changements climatiques, les PEID ont souvent été à l'avant-scène de l'action internationale dans ce domaine, a observé M. Wu. Il a appelé à renouveler les partenariats pour parvenir à la promotion d'un développement durable pour tous. Le Document final qui sera adopté à Samoa comprendra des engagements concrets, a-t-il indiqué, se réjouissant aussi par avance des résultats du sixième dialogue multipartite et du lancement de l'initiative sur les partenariats.

Mme LEMALU NELE LEILUA, Membre du Conseil de l'ONU SUNGO, qui a pris la parole au nom des neuf Grands groupes, a annoncé que plus de 250 représentants de grands groupes se sont réunis avant la Conférence et ont établi la liste des questions qui doivent être au centre des objectifs futurs de développement durable. Parmi ces questions, elle a cité: l'égalité entre hommes et femmes, l'autonomisation des jeunes, les droits des peuples autochtones, ceux des personnes handicapées, la lutte contre les changements climatiques, la promotion d'une politique viable de gestion des ressources naturelles, le transfert des technologies ou encore, les questions transversales comme les modes de production et de consommation durables.

Débat général

M. TOMMY REMENGESAU, Président des Palaos, a remarqué que les PEID se trouvent dans une position inhabituelle, étant donné qu'ils doivent accélérer leurs efforts de développement tout en étant « la conscience de la viabilité du monde ». Il a expliqué que ces pays avaient toujours compris que leur existence dépendait de la santé des environnements maritimes et côtiers. Il a souligné l'importance de la

capacité des PEID à gérer de manière durable ces ressources. Le Président des Palaos a parlé des initiatives régionales prises dans ce domaine et de la création, un peu plus tard cette année, du sanctuaire maritime des Palaos. Cela permettra aux stocks de poisson de se reconstituer, a-t-il expliqué. Il a ensuite estimé qu'il fallait, à un moment, que quelqu'un dise « Assez! Ça suffit! » « Nous devons arrêter de polluer nos océans et cesser de pratiquer la surpêche, qui n'est pas durable », a-t-il exigé. « Qui s'engagera à nos côtés? » a-t-il demandé, avant de s'interroger sur les moyens de rendre comptables les partenaires en ce qui concerne la réalisation, dans les faits, de leurs engagements.

M. EMANUEL MORI, Président des États fédérés de Micronésie, a parlé des problèmes particuliers des PEID, en s'attardant sur les défis posés par les changements climatiques et le Fonds vert pour le climat, et sur les océans et les mers, dont l'importance exige d'en faire un objectif de développement durable. Les défis environnementaux auxquels le monde est confronté aujourd'hui, a poursuivi le Président des États fédérés de Micronésie, dépassent la capacité d'action des PEID. Il faut changer la manière de faire si nous voulons voir se concrétiser les résultats attendus de « Samoa, la Voie à suivre ». Nous appelons nos partenaires à nous aider par un financement nouveau, additionnel et prévisible. Nous appelons, a insisté le Président, tous nos partenaires à nous aider à renforcer nos capacités humaines et à nous élargir l'accès à la technologie nécessaire pour renforcer notre résilience aux changements climatiques.

Après avoir félicité le Secrétaire général de l'ONU pour avoir placé les changements climatiques en tête de l'ordre du jour international, le Président a assuré que les PEID ne sont pas là pour se plaindre, mais pour trouver des solutions. Il a d'ailleurs annoncé que son pays vient d'adopter une loi sur les changements climatiques qui assurera un suivi efficace de « Samoa, la Voie à suivre ».

M. IKILILOU DHOININE, Président des Comores, a espéré que la Conférence de Samoa aboutirait à des prises d'engagements permettant aux PEID de surmonter les obstacles qui existent sur la voie de leur développement durable. Il a appelé la communauté internationale à s'engager de nouveau et plus efficacement pour répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des petits États insulaires en développement. De la Barbade à Maurice et de Maurice à nos jours, l'engagement de promouvoir un développement durable pour les PEID garde toute sa pertinence, a-t-il estimé. Il a fait remarquer que ces îles, qui étaient « autrefois synonymes de paradis, de paix et d'aventure », font face aujourd'hui à une réalité toute autre, a dit M. Dhoinine. Il a signalé les problèmes qui s'y posent en termes d'accès aux services essentiels de base, tels que l'eau, la santé et l'assainissement. Les Comores plongeront en 2025 dans une situation difficile, a-t-il prévenu en parlant de la déforestation et de la perte en biodiversité, ainsi que des problèmes d'accès à l'énergie propre et abordable que rencontre son pays.

Les PEID sont dévastés par les menaces climatiques, a poursuivi le Président des Comores en donnant l'exemple de son pays qui a été ravagé par 12 événements cycloniques majeurs au cours de ces dernières années. « La mer, notre amie d'avant, devient de plus en plus notre ennemie du futur », a-t-il déploré. Le nombre d'habitants des PEID pourrait doubler pendant que les pertes économiques liées à l'élévation du niveau des mers s'y accroissent, a mis en garde le Président. Depuis 2012, a-t-il indiqué, son pays est touché par des inondations et subit de plein fouet les conséquences des changements climatiques. La lutte contre la dérive climatique doit se faire au niveau global, a-t-il lancé. Il a fait remarquer que les Comores, situées sur la route des gros tankers pétroliers, faisaient face à une grave menace de pollution. Il a aussi parlé des coûts de l'accès aux communications pour les pays insulaires qui ont en outre des nombreux défis sociaux à relever. Le Président a enfin mis l'accent sur la nécessité pour tous les pays de coopérer en faveur des États insulaires. Il a fait référence à l'économie de la planète, qui est de plus en plus mondialisée, pour plaider en faveur d'un meilleur partage des ressources.

M. JAMES ALIX MICHEL, Président des Seychelles, a déclaré que les PEID sont réunis ici, à Samoa, pour faire valoir leur droit à la survie dans un monde marqué par le cynisme et dominé par les multinationales. Voilà plus de 20 ans qu'un Plan d'action en faveur des PEID a été élaboré, mais il reste insuffisant car nous n'avancions pas sur la question des changements climatiques. À l'ère de la mondialisation, « le développement se définit par un cadre qui peut permettre à nos populations de prospérer dans le lien direct qu'elles vivent entre la nature et le développement », a dit M. Michel.

Or aujourd'hui, nous savons tous quel est notre produit intérieur brut (PIB) par habitant et le succès est toujours défini en fonction de l'argent engrangé par l'économie d'un pays, cette somme étant ensuite divisée par son nombre d'habitants. « Ce n'est pas comme cela qu'il faut mesurer le bien-être de l'humanité », a regretté le Président seychellois, et aujourd'hui, au cours de cette réunion des îles de la planète, « l'individu doit être remis au cœur du développement », a-t-il préconisé. Pour cela, il faut créer un nouveau partenariat entre les îles et renforcer la position de l'Alliance des PEID. Cette Alliance, a estimé le Président des Seychelles, doit essayer de trouver une architecture qui témoigne de l'importance de ses membres.

Nous avons besoin, a poursuivi le Président Michel, d'un indice de vulnérabilité et de résilience qui soit intégré dans les indicateurs de développement des Nations Unies. Cela permettrait de concevoir une aide plus et mieux ciblée et donc plus efficace, et c'est une question qui doit être au cœur du développement durable des États insulaires. Il faut aussi reconnaître à ces pays le droit d'axer leur développement sur les océans et non sur les terres car les PEID « sont les enfants des océans ». Il faut aussi se pencher sur la question « cruciale » de la viabilité de la dette qui étrangle les petits États insulaires. L'année 2015 doit être celle de la fin des débats rhétoriques et celle de l'action, en particulier contre les changements climatiques, qui sont « un crime collectif contre l'humanité », a dit M. Michel. Le Président de Seychelles a conclu son intervention en proclamant sa foi en la résilience des peuples des PEID qui doivent marcher la tête haute, et doivent se montrer forts d'appartenir à une partie du monde où se concentrent tous les défis du XXI^e siècle en matière de développement et où est clairement démontrée la nécessité pour l'humanité de changer la manière de faire sur laquelle elle a jusqu'à présent vécu.

« Nous devenons des acteurs influents sur la scène internationale et nous sommes prêts à prendre notre destin entre nos mains », a déclaré M. CHRISTOPHER LOEAK, Président des Îles Marshall, en parlant des petits États insulaires en développement (PEID). « Nous ne sommes plus les bénéficiaires passifs de l'assistance internationale », a-t-il ajouté. Il a estimé qu'il fallait améliorer la gestion et l'efficacité des partenariats proposés, mettant l'accent sur les efforts de suivi des engagements qui seront pris à l'issue de la Conférence de Samoa. Si nous sommes capables de développer nos économies pour arriver à l'autosuffisance, cela exige de veiller à l'exploitation durable des océans, a-t-il prévenu. Indiquant que les Îles Marshall figurent parmi les nations les plus tributaires de l'aide, il a mentionné les efforts entrepris par son pays pour se développer, notamment grâce aux partenariats établis avec le secteur privé, ceci, en vue de changer les modes de pêche. Il a donné l'exemple de la certification durable de la pêche thonière à la senne coulissante.

M. Loeak a ensuite lancé un appel en faveur de l'établissement d'un partenariat dont l'objectif serait de promouvoir le renforcement des économies de la région du Pacifique et d'assurer la sécurité alimentaire au niveau mondial. Les partenariats seront cependant sans effet si on ne trouve pas de solutions contre le problème des changements climatiques, a mis en garde le Président des Îles Marshall. Aux Îles Marshall, pays dont le niveau d'altitude moyen est de deux mètres au-dessus du niveau de la mer, les changements

climatiques créent une véritable situation d'urgence. Les conséquences ne se mesureront pas seulement sur le plan économique, mais aussi en termes de survie physique et d'existence des petits États insulaires, a averti M. Loeak. Il a espéré que la Conférence de Samoa ouvrirait la voie au Sommet sur le climat, qui se tiendra le 23 septembre à New York. « L'heure n'est plus à jeter la pierre ou à dénoncer des coupables, mais plutôt à diriger les actions salvatrices en montrant le bon exemple. » « Nous devons davantage faire entendre notre voix économique et morale », a recommandé le Président des Îles Marshall en soulignant que la Conférence de Samoa en offrait l'occasion.

M. ALI MOHAMMED SHEIN, Président de l'entité administrative autonome de Zanzibar, en Tanzanie, a estimé que pour les PEID, les priorités sont la préservation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté. Il faut achever le travail qui reste à effectuer dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour aider les PEID à se protéger des forces extérieures échappant à leur contrôle, a dit M. Shein. Les changements climatiques, a-t-il poursuivi, constituent sans aucun doute, la menace la plus grave posée à la survie et à la viabilité des PEID. Il revient donc à chacun de nous d'exhorter les pays développés à intensifier les transferts de technologies propres et écologiquement saines, de contribuer au renforcement des capacités, et de garantir des financements adéquats, prévisibles, nouveaux et additionnels pour permettre aux pays en développement, dont les PEID, de mieux atténuer les changements climatiques et de mieux s'adapter à ses effets. Nous devons, a insisté le Président, appeler sans ambiguïté à l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant à la Conférence de Paris, qui aura lieu en 2015. Le Président n'a pas manqué de souligner l'importance des partenariats pour une mise en œuvre efficace des objectifs de développement des PEID qui doivent continuer à défendre ces partenariats dans toutes leurs formes.

M. PETER O'NEILL, Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a rappelé que les changements climatiques étaient la question de développement durable la plus pressante à résoudre pour les petits États insulaires. Il a donné l'exemple de son pays, où l'élévation du niveau des mers a déjà des effets dévastateurs. Ainsi, les habitants des îles Catarat, près de Bougainville, sont devenus des réfugiés climatiques et ont fait l'objet du premier programme de relogement mené en Papouasie-Nouvelle-Guinée à cause de l'élévation du niveau des mers. Il a appelé la communauté internationale à réduire le niveau des émissions de gaz à effet de serre partout dans le monde, même si cela ne suffira sans doute pas à aider les pays déjà sérieusement menacés par les changements climatiques. Les petits États insulaires n'ont pas causé les changements climatiques, a rappelé M. O'Neill en appelant à l'aide les pays qui en sont en premier les responsables.

Le Premier Ministre a également demandé aux États Membres de l'ONU et aux autres acteurs internationaux de ne pas oublier les problèmes traditionnels de développement auxquels sont confrontés les petits États insulaires. Il a parlé de l'expérience acquise par son pays dans la poursuite de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui a permis à la Papouasie-Nouvelle-Guinée de faire de grands progrès, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que dans la lutte contre la discrimination et la violence à l'encontre des femmes. Des avancées notables ont eu lieu dans le domaine de l'autonomisation des femmes, a noté M. O'Neill. Le Premier Ministre a aussi indiqué que son pays apportait sa contribution à la définition des objectifs de développement pour l'après-2015. M. O'Neill a invoqué la responsabilité partagée de la communauté internationale, avant de parler de ce que fait son pays pour aider les autres PEID dans le cadre du Programme d'assistance des PEID du Pacifique. Il a aussi expliqué que son pays s'attachait à passer d'une croissance sans encadrement à une croissance bien gérée pour faire en sorte que des ressources soient toujours disponibles pour les futures générations.

Mme BEATRIZ SANDRA GUTIERREZ, Ministre de la justice de la Bolivie, qui parlait au nom des États membres du Groupe des 77 et de la Chine, a prévenu que la dégradation de l'environnement que l'on a connue jusqu'à maintenant n'était rien, comparée à celle à laquelle le monde devra faire face à l'avenir. Elle a souhaité que la Conférence de Samoa pose les fondations nécessaires à un changement de paradigme en matière de politiques de développement afin que le monde arrive à promouvoir un développement durable. Cela passe par des changements dans les modes de production et de consommation qui ont prévalu à ce jour, aussi bien dans la vie économique que dans les relations économiques internationales, a-t-elle expliqué. Nous sommes tous dans le même bateau, a-t-elle dit en prévenant qu'on avait des choix à faire: soit on se décide à sauver ensemble le monde, soit personne n'est sauvé si les égoïsmes individuels de certains États persistent. Nous devons tous suivre le même chemin, qui est celui de « Samoa, la Voie à suivre », a-t-elle ajouté.

Le G77 et la Chine réitérent leur plein soutien aux petits États insulaires en développement, a assuré la Ministre bolivienne. Les réponses aux problèmes de ces pays bénéficieront à la communauté internationale toute entière, a-t-elle estimé. Elle a appelé à mettre en place des partenariats pour permettre aux PEID de résoudre les problèmes qu'ils ne peuvent pas affronter seuls, en soulignant le besoin de respecter le principe de « responsabilité commune mais différenciée ». La Ministre a estimé que les moyens de mises en œuvre du Programme d'action de La Barbade et de la Stratégie de Maurice, puis de « Samoa, la Voie à suivre », permettraient de mesurer la volonté politique de tous les pays. Elle a invité la communauté internationale à investir beaucoup plus pour garantir des progrès sur le terrain en matière de développement des PEID. Enfin, elle a espéré que « Samoa, la Voie à suivre » servirait les intérêts communs de toute la famille humaine et que le suivi de sa mise en œuvre serait efficace.

M. ANDRIS PIEBALGS, Commissaire européen au développement, s'est enorgueilli de la longue tradition de partenariat que l'Union européenne entretient avec les PEID. Entre 2007 et 2012, l'Union européenne a débloqué environ 3,5 milliards d'euros dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire, a indiqué M. Piebalgs. Le Commissaire au développement de l'UE s'est dit heureux que les partenariats durables et véritables soient le thème général de la Conférence. C'est là une occasion de renforcer les partenariats existants et d'en créer d'autres, a-t-il préconisé.

Le Commissaire au développement de l'Union européenne a ensuite commenté les six domaines prioritaires identifiés pour les partenariats, qui seront annoncés lors de cette Conférence de Samoa. S'agissant des changements climatiques, il a convenu que c'est d'une action mondiale dont on a besoin. Le prochain Sommet de New York sera un test en la matière, a-t-il prévenu. Il démontrera notre capacité à accélérer la cadence qui permettrait de faire des progrès vers un accord international qui pourrait être conclu à Paris en 2015. Mais, avant Paris, a estimé M. Piebalgs, il faudra des progrès sur la création d'un processus international qui aidera la communauté internationale à examiner, comprendre et évaluer la contribution des différentes parties. Nous devons savoir si les contributions sont individuellement justes et suffisantes sur le plan collectif, s'agissant de la nécessité de limiter l'augmentation de la température au niveau de la planète à un niveau qui soit en-dessous de la marge de deux degrés Celsius.

Pour ce qui est du financement des programmes à mettre en œuvre, l'Union européenne demeure engagée à apporter sa pierre à l'édifice en ce qui concerne l'atteinte de l'objectif qui a été assigné aux pays développés, qui doivent annuellement mobiliser ensemble la somme de 100 milliards de dollars d'ici à 2020 en ayant recours à des sources fiscales publiques et privées.

Le Commissaire au développement de l'UE a espéré qu'au cours des négociations portant sur la définition des politiques du programme de développement pour l'après-2015, l'Union européenne et les PEID travailleront ensemble pour mettre en place un agenda ambitieux, inclusif et universel. La déclaration conjointe publiée par les États du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) et l'Union européenne (ACP-UE) est un premier pas dans la bonne direction, a estimé M. Piebalgs. Elle envoie un message puissant qui sera entendu haut et fort dans les négociations intergouvernementales à venir, a indiqué le Commissaire au développement.

Les défis à relever aujourd'hui sont plus difficiles que ceux que nous avons connus avant, mais, notre engagement à aider les PEID à surmonter les défis spécifiques qui se posent à eux est aussi plus fort qu'avant, a assuré le Commissaire. Ensemble, nous avons ce qu'il faut pour trouver des solutions durables qui fonctionneront aussi bien pour les PEID que pour toute la planète, a estimé M. Piebalgs. Cette Conférence nous aidera à les trouver, a conclu le Commissaire européen.

M. LORD TU'IVAKANO, Premier Ministre de Tonga, a expliqué que des années de partenariats avec les petits États insulaires en développement (PEID) en faveur de la promotion de leur développement durable avaient prouvé qu'il fallait adopter des approches différentes et changer de paradigme si l'on veut mettre en œuvre efficacement les recommandations de la « Samoa, la Voie à suivre ». Il faut établir un « partenariat authentique et durable », a ajouté le Premier Ministre, afin de réaliser le développement durable des PEID aujourd'hui et sur le long terme. Il a demandé de mettre en œuvre « Samoa, la Voie à suivre » pas seulement en l'intégrant dans les objectifs de développement durable, mais aussi en développant des partenariats durables.

Le partenariat avec la communauté internationale doit suivre les principes de l'appropriation nationale, de la confiance mutuelle, de la transparence et de la reddition de comptes, a insisté M. Tu'ivakano. Les PEID doivent prendre les rênes de ce processus pour relever les défis qui se posent avec l'aide des autres États, des institutions internationales, du secteur privé, de la société civile et des organisations non gouvernementales, a-t-il préconisé. Grâce à des partenariats authentiques et durables, nous pourrions mieux faire face aux incidences négatives des changements climatiques en termes de viabilité et de survie des PEID, a expliqué le Premier Ministre de Tonga. Nous devons travailler de manière holistique avec nos partenaires de développement, a-t-il dit en concluant son intervention.

M. TOKE TALAGI, Premier Ministre de Niue, a estimé que le temps est venu d'aider « les gens comme nous », habitants de petits États insulaires en développement, dont les conditions de vie et le bien-être pourraient régresser, faute de soutien. « Sommes-nous sincères dans notre volonté déclarée d'améliorer le monde dans lequel nous vivons? » s'est demandé le Premier Ministre de Niue. Aujourd'hui, a-t-il avoué, j'ai le sentiment d'être dans le film « The groudhound », où la veille ressemble au lendemain, qui lui-même ressemble à la veille et au surlendemain. « La lâcheté du monde nous coûtera cher demain », a prévenu le Premier Ministre de Niue, qui, ému, a renoncé à prononcer le texte de son discours écrit.

M. JOSÉ MARIA PERREIRA NEVES, Premier Ministre de Cabo Verde, a estimé que les petits États insulaires en développement (PEID) méritaient que la communauté internationale leur accorde la plus grande attention et mette les problèmes qui les affectent au rang de grande priorité à laquelle il faut trouver des solutions rapides et viables sur le long terme. Il a invité la communauté internationale à soutenir ces pays par le biais de partenariats stratégiques, afin de leur garantir une croissance économique, le progrès social et la protection de l'environnement. Le Premier Ministre du Cabo Verde a appelé les États du monde à s'engager et à prendre des mesures urgentes pour réduire les incidences négatives des changements

climatiques, comme celles causées par l'élévation du niveau des mers, l'acidification des océans, la fréquence des catastrophes naturelles, la désertification et la dégradation des terres. C'est une question de survie pour beaucoup de PEID, a-t-il précisé, et cela exige que nous mobilisions tous la volonté politique nécessaire.

Une autre question importante est celle posée par le besoin d'assurer la préservation des océans, dont dépendent les petits États insulaires. Le Premier Ministre du Cabo Verde a averti que les PEID avaient besoin d'améliorer les moyens qui leur permettraient de promouvoir la mise en œuvre du développement durable, dont notamment le financement des projets, le transfert de technologies, le renforcement des capacités et la participation des PEID au commerce international. Il a espéré à cet égard que la Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba en juillet 2015 donnerait aux pays une direction nouvelle dans ce domaine. M. Perreira Neves a ensuite souhaité voir se renforcer la coopération entre les trois régions où l'on trouve des PEID, notamment entre l'Afrique et l'Atlantique.

M. HENRY PUNA, Premier Ministre des Îles Cook, a regretté que lorsque les PEID parlent du concept de la famille, qui est une valeur intrinsèque qui imprègne tous les pans de la vie de leurs populations, beaucoup dans le monde développé disent ne pas comprendre. Quand nous parlons de l'impact dévastateur des changements climatiques sur nos communautés vivant proche du niveau de la mer, certains dans les pays développés rétorquent en parlant « d'érosion des profits du secteur privé ». De même, quand nous parlons de la nécessité de faire chez nous des investissements massifs, certains pays développés préfèrent nous dire qu'il faut se tourner vers les petites et moyennes entreprises. Quand nos leaders parlent de l'importance de faire montre de volonté politique pour changer les paradigmes dans la pensée et l'action, d'autres leaders nous parlent des contraintes qu'ils subissent et qui seraient liées à la responsabilité qu'ils ont face à leurs électeurs.

Le thème général des partenariats durables et véritables, a souligné le Premier Ministre, n'est pas un appel à disséquer et à analyser une énième fois les priorités du développement durable, mais un appel à ouvrir des voies véritables et durables pour aller de l'avant et faire en sorte que les PEID n'aient plus à tolérer l'inaction et les retards de ceux qui pourtant ont pris des engagements et qui ont des responsabilités dans l'état actuel de la planète. La priorité doit être de traduire en actes concrets les discours et les déclarations d'intérêt commun, a souligné M. Puna. S'il a « célébré » les progrès accomplis par son pays en matière de partenariats, d'énergie renouvelable et de protection des océans, dont la création en 2012 d'un parc marin de plus d'un million de kilomètres carrés, le Premier Ministre des Îles Cook a aussi argué que la consolidation de la résilience et de la viabilité des pays comme le sien nécessite une vigueur et un engagement renouvelés.

La création de partenariats significatifs, véritables et durables est la voie qu'il faut suivre aujourd'hui et demain, a-t-il insisté. Maintenir l'équilibre entre les piliers du développement durable est fondamental pour l'existence et la survie des PEID, a souligné M. Puna. En tant que membres de la famille humaine, nous devons accepter le fait que nous devons compter les uns sur les autres avec une attention partagée et une compréhension et une appréciation de même nature, a conclu le Premier Ministre.

M. ENELE SOSENE SOPOAGA, Premier Ministre de Tuvalu, a jugé important, alors que l'on examine le cas particulier des petits États insulaires en développement (PEID) pour la troisième fois en 30 ans, de prendre en compte les avis de tous les acteurs et en particulier des gouvernements nationaux et locaux ainsi que des autorités des communautés traditionnelles, en vue de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015. « Pour les PEID, les changements climatiques sont une arme de destruction massive », a

affirmé le Premier Ministre de Tuvalu. Rappelant les vulnérabilités particulières dont souffrent ces pays, il a fait remarquer que les océans, dont dépendent les vies des populations des petits États insulaires et leurs cultures, avaient été transformés ces dernières décennies par certains pays développés en décharge pour leurs déchets radioactifs et nucléaires. À cet égard, il est temps d'indemniser de manière appropriée les PEID, a dit M. Sopoaga.

Tuvalu est l'un des pays les plus vulnérables en matière des changements climatiques, a-t-il ensuite indiqué. Il s'est étonné que certains pays voisins du sien nient encore les aspects scientifiques des changements climatiques, alors que pour les PEID, il s'agit d'une énorme tragédie. Nous devons agir maintenant, a-t-il demandé, appelant les pays à rompre les liens de dépendance qu'ils ont créés avec l'industrie de l'énergie fossile, essentiellement dépendante des hydrocarbures. « Il s'agit de sauver des vies humaines et de sauver l'humanité », a-t-il insisté. Tout en se félicitant du consensus atteint sur le Document final de la Conférence de Samoa, il s'est demandé comment ce texte répondrait en pratique aux aspirations des PEID en matière de sécurité et de survie. Depuis Rio+20, la situation de Tuvalu n'a pas changé, a-t-il à cet égard remarqué. M. Sopoaga a cependant fait part des efforts entrepris par son pays pour faire face à la crise mondiale, notamment en adoptant une stratégie de développement durable qui se concentre sur les partenariats et le renforcement des capacités locales. Il a estimé par ailleurs que les océans devaient faire l'objet d'un objectif de développement durable. Il faut que les pays développés aident les PEID à mieux gérer leurs ressources halieutiques, a-t-il ajouté.

« Il nous faut des partenariats plus orientés vers l'action, des partenariats qui évitent le passage par des intermédiaires, des partenariats qui ne soient pas seulement des projets pilotes mais des projets à grande échelle », a demandé le Premier Ministre de Tuvalu. Il a, à cet égard, appelé à créer un fonds d'affectation spéciale pour la résilience des États insulaires aux changements climatiques, afin de pouvoir financer le programme à long terme de Tuvalu. Pour ce qui est du développement social, il a recommandé de mieux autonomiser les PEID pour qu'ils pilotent eux-mêmes leur développement durable. Il a par ailleurs signalé l'engagement de son pays à satisfaire à 100% ses besoins en énergie en faisant appel à l'énergie renouvelable d'ici à 2020, ceci avec l'aide de l'Union européenne, de la Nouvelle-Zélande et des organisations régionales du Pacifique. Nous avons aussi besoin de moyens de communication rapides et fiables, a-t-il dit en demandant à la communauté internationale un soutien pour que Tuvalu puisse accéder à un service Internet de quatrième génération (4G).

Concluant son intervention sur la mise en œuvre de « Samoa, la Voie à suivre », le Premier Ministre de Tuvalu a indiqué que, si les PEID doivent prendre les rênes de leur propre développement, il faut que les choses aillent aussi dans les deux sens et que les pays développés assument leurs responsabilités. Enfin, il a demandé que la prochaine Conférence de Paris sur les changements climatiques aboutisse à l'adoption d'un nouveau protocole qui donnerait à tous les États Membres de l'ONU des certitudes juridiques sur la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

M. XANANA GUSMAO, Premier Ministre du Timor-Leste, a confié que son pays a travaillé en partenariat avec 19 autres États réputés fragiles et affectés par des conflits, pour faire entendre sa voix dans les débats portant sur la manière de promouvoir le développement durable dans le programme de développement pour l'après-2015. Le partenariat mis en place s'appelle le « G7 plus », et il inclut des petits États insulaires dont la plupart sont représentés à cette Conférence. Ces pays défendent l'idée d'un agenda du développement durable qui inclut un objectif spécifique sur « les sociétés pacifiques et inclusives, l'état de droit et les institutions faisant preuve de capacité ». Le groupe défend aussi le lancement d'une action sur les changements climatiques, qui est une question qui illustre parfaitement la concentration actuelle des

pouvoirs, le mépris et l'égoïsme dont font preuve les riches à l'égard des autres pays et peuples. « Qui va s'engager avec nous? » a demandé M. Gusmao. Il est important que le Sommet de New York réponde à cette question, a exigé avec impatience le Premier Ministre timorais. Ce que le monde doit comprendre c'est que les changements climatiques menacent aussi la sécurité internationale et qu'on pourrait être forcé d'abandonner nos ambitions en matière de développement durable si on n'a pas les fondations de la stabilité et de la paix, a-t-il relevé.

Au cours de cette Conférence, a conseillé le Premier Ministre du Timor-Leste, évitons les plans trop ambitieux et tenons compte des conséquences de la crise financière internationale. Adoptons des programmes réalistes, ciblés et réalisables qui respectent une répartition équitable de l'aide en fonction des priorités de chaque pays et appuyons de meilleurs mécanismes de contrôle, de reddition de comptes et de mise en œuvre. Alors, a assuré M. Gusmao, Samoa sera vraiment la voie de l'avenir, un avenir fait d'un partenariat fondé sur la confiance mutuelle et la redevabilité, tant chez les donateurs que chez les bénéficiaires.

Donnant des exemples abondants sur les efforts accomplis par son pays, M. JOE NATUMAN, Premier Ministre de Vanuatu, a souligné que l'année 2015 est perçue par Vanuatu comme une année cruciale, notamment concernant l'accord tant attendu sur les changements climatiques, ainsi que pour les objectifs de développement pour l'après-2015, et pour le futur cadre de réduction des risques de catastrophes. Vanuatu appelle à l'adoption d'un agenda du développement qui trace la voie vers la concrétisation des aspirations des peuples et qui n'abandonne personne à son sort. Mais nous ne pourrions réaliser tout cela si les choses continuent comme d'habitude, a-t-il averti. Tout retard dans la lutte contre les changements climatiques et dans la gestion des risques de catastrophes ne ferait qu'aggraver la situation, a prévenu M. Natuman. Il nous faut donc conclure un accord à Paris en 2015, a insisté le Premier Ministre.

Pendant le siècle dernier, la croissance économique des PEID a été alimentée par ce qui semblait être « une vérité fondamentale », à savoir l'abondance des ressources naturelles. Nous avons détruit les forêts pour la croissance, « pratiqué la surpêche » pour parvenir à une hypothétique prospérité, et cru en une consommation sans conséquence majeure. Cette époque est clairement révolue pour les PEID et le reste du monde, a souligné le Premier Ministre. Vanuatu est prêt à réaliser le développement durable et a déjà entrepris des changements majeurs dans son mode de vie, ses modèles économiques, son organisation sociale et sa vie politique, a indiqué M. Natuman. Mais, les PEID commencent à manquer de temps et précisément, le moment est venu d'enclencher une action sérieuse contre les changements climatiques, de « rendre verte » la croissance et de négocier le virage vers les énergies renouvelables.

On n'a plus de temps à perdre, a insisté le Premier Ministre en appelant les riches et les puissants, qui sont responsables de la montée du niveau des mers et des océans et des changements climatiques à « s'il vous plaît, écouter la voix des îles et à prendre des actions concrètes tout de suite et maintenant ». « Combien de fois un homme peut-il regarder ailleurs et prétendre qu'il n'a, tout simplement, pas vu? » a conclu le Premier Ministre de Vanuatu en reprenant les paroles d'une chanson populaire.

M. DENZIL DOUGLAS, Premier Ministre et Ministre des finances, du développement durable, du développement des ressources humaines, de l'autonomisation des autorités locales et de la sécurité sociale de Saint-Kitts-et-Nevis, a dit être optimiste quant aux résultats de cette Conférence, qui devrait créer des environnements propices à la mise en place de partenariats. Les petits États insulaires en développement (PEID) doivent faire tout leur possible pour accroître leur résilience face aux chocs économiques externes, a-t-il dit. M. Douglas a souhaité partager l'expérience de son pays en matière de

dialogue avec les institutions financières internationales, qui ont permis à Saint-Kitts-et-Nevis de réduire sa dette. Notre petite nation a également acquis une expérience intéressante dans le domaine de l'emploi des jeunes, grâce à une initiative qui se concentre sur la formation professionnelle, a dit le Premier Ministre. Il a aussi estimé important, pour les petits pays, de disposer de stratégies pour faire face aux maladies non transmissibles et au VIH/sida, expliquant que la réalisation de ces objectifs exigeait l'aide que peuvent apporter des partenariats. Abordant la question de l'élévation du niveau des mers, le Premier Ministre a demandé un appui plus solide de la communauté internationale aux petits États insulaires pour leur permettre de changer de modèle de développement et pour renforcer la capacité de la région des Caraïbes, afin qu'elle puisse elle-même évaluer les moyens mis en place pour faire face aux conséquences des changements climatiques.

M. MANASEH MAELANGA, Vice-Premier Ministre des Îles Salomon, a prévenu que les changements climatiques continuent de compromettre le développement durable des PEID et restent une question mondiale qui exige une solution mondiale. Malheureusement, la lenteur des négociations et le manque d'ambition sur la réduction des gaz à effet de serre assombrissent déjà la perspective d'un accord à Paris, a déploré le Vice-Premier Ministre. La santé de nos océans, a-t-il poursuivi, et la viabilité des ressources continuent d'être la priorité pour les PEID. Une action urgente marquée par une démonstration de volonté politique est nécessaire pour stopper la montée du niveau des mers et l'acidification des océans, a préconisé M. Maelanga. L'acidification des eaux des océans est une menace chronique et très dangereuse pour les économies insulaires, et elle met en péril les moyens de subsistance et les cultures des populations des PEID. Il faut aider les PEID à surveiller et à lutter contre l'impact de ce phénomène. En outre, les catastrophes naturelles et les manifestations extrêmes des changements climatiques continuent de compromettre de manière significative les acquis en matière de développement, a regretté M. Maelanga. S'agissant des ressources océaniques, les PEID appellent à la reconnaissance de leurs droits souverains et de leurs privilèges, a-t-il ajouté.

Il existe, a dit le Vice-Premier Ministre, de nombreuses opportunités de coopération et de partenariats. Mais ces partenariats doivent donner des résultats quantifiables. Les Îles Salomon appuient l'idée d'un réseau mondial du secteur privé pour les PEID, qui travaillerait au renforcement de partenariats ciblés à tous les niveaux.

M. PHILIP DAVIS, Vice-Premier Ministre des Bahamas, a souligné que les Bahamas sont l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques et à son impact. Citant un rapport de la Banque mondiale, il a indiqué que les Bahamas sont l'un des archipels les plus vulnérables à la montée du niveau des mers, étant donné que 80% de leur territoire se trouve à seulement 1,5 mètre au-dessus du niveau de la mer. La lutte contre les changements climatiques n'y est donc pas une question de changement de mode de vie, mais d'abord et avant une entreprise visant à sauver des vies, et les ouragans nous rappellent ce fait avec vivacité, a reconnu le Vice-Premier Ministre bahaméen. S'il faut croire en la maxime du « pollueur-payeur », alors le monde développé doit s'engager aux côtés des Bahamas pour aider le pays à renforcer sa résilience, a insisté le Vice-Premier Ministre.

Nous vivons dans un monde, s'est-il expliqué, où l'assistance n'est accordée qu'en fonction du revenu par habitant. Or, les critères présidant à la mesure de ce revenu sont biaisés, car son montant ne reflète pas avec précision les réalités économiques du peuple des Bahamas et des communautés isolées, où la pauvreté est la règle et non l'exception. Plus de 12,8% de la population bahaméenne vit en-deçà du seuil de pauvreté, a indiqué M. Davis. Les Bahamas font partie de l'Alliance des PEID depuis plus de 20 ans, et pendant ces années, le pays n'a cessé de faire connaître sa vision, ses idéaux et ses défis. Pendant 20 ans,

les Bahamas ont fait connaître leurs besoins et pendant 20 ans, ils ont été privés de financement extérieur à cause du revenu par habitant de l'archipel. Les Nations Unies pourraient faire plus, et les Bahamas appellent à la création d'un système robuste de suivi pour « Samoa, la Voie à suivre ». Les Bahamas appellent aussi à l'adoption d'un agenda international de développement pour l'après-2015 qui reconnaisse les besoins particuliers des PEID.

M. ZHANG YESUI, Envoyé spécial du Président de la République populaire de Chine, a recommandé de mettre l'accent sur la protection des petits États insulaires en développement (PEID). La communauté internationale doit relever le défi des changements climatiques en appliquant le principe de la responsabilité commune mais différenciée, a demandé l'Envoyé spécial du Président Xi Jinping. Les pays développés doivent respecter et honorer l'engagement qu'ils ont pris de consacrer 100 millions de dollars chaque année à l'aide destinée à ces pays, a souligné M. Zhang. Il a également mis l'accent sur l'importance du transfert de technologies en faveur du développement des PEID. Il faut conclure la définition du programme de développement pour l'après-2015 en lui fixant des objectifs ambitieux, avec notamment comme priorité l'éradication de la pauvreté, a-t-il aussi conseillé. L'Envoyé spécial a plaidé en faveur de la collaboration de tous les États pour qu'on arrive à renforcer la résilience des PEID. La Chine a accru sa coopération avec les PEID, notamment en leur accordant des prêts préférentiels, des infrastructures et des travaux d'assainissement dont ils ont besoin. Aucun pays ne doit être laissé de côté, a argué l'Envoyé spécial avant d'appeler le reste du monde à se joindre aux efforts en faveur du développement durable des PEID.

12. « Si vous voulez aller vite partez seul, mais si vous voulez aller loin, partez accompagné », a dit M. MIKE EMAN, Premier Ministre d'Aruba, pour se féliciter que Samoa ait organisé cette Conférence au nom de tous les PEID. Il a demandé et obtenu que les délégations fassent une ovation debout au Premier Ministre de Samoa. Le fait que de grands pays et une organisation importante comme les Nations Unies reconnaissent les besoins particuliers des PEID est un accomplissement majeur qui offre des possibilités et impose des obligations à tous, a estimé M. Eman. Les PEID ont une occasion unique aujourd'hui, et la chance d'imprimer un nouvel élan à leurs efforts de développement, a-t-il dit. Les problèmes des PEID ne sont pas des petits problèmes propres à des petits États, mais ce sont des problèmes mondiaux. Quand les PEID trouvent des solutions novatrices à certains de ces problèmes, ils s'aménagent une place sur l'échiquier mondial, obtiennent des changements, et créent de nouvelles idées concernant l'amélioration de la qualité de vie de tous les êtres humains. Les institutions du monde entier doivent tendre la main aux PEID et les aider à résoudre leurs problèmes de pays insulaires, a préconisé M. Eman.

Il faut créer une base qui permettra demain et après-demain de traduire dans les actes les décisions prises aujourd'hui, a recommandé le Premier Ministre d'Aruba. Il faut, a-t-il insisté, savoir que ces solutions, ces politiques et ces idées novatrices permettraient d'adopter un nouveau paradigme du développement économique. Aruba travaille à assurer sa viabilité économique et celle des autres PEID et n'hésite pas à diffuser ses connaissances, a assuré le Premier Ministre, qui a dit à toutes les organisations et institutions mondiales, que quand les pays et leurs partenaires travaillent ensemble, les défis qui se posent au monde peuvent être relevés.

M. MAUMOON ABDUL GAYOOM, ancien Président et Envoyé spécial du Président des Maldives, a rappelé que la toute première conférence sur les petits États insulaires, la Conférence de Malé, tenue en 1989, avait eu lieu aux Maldives. Elle avait jeté des bases pour que des mesures soient prises et des déclarations mondiales adoptées, comme cela a été fait pour le Programme Action 21. Depuis, des plans d'action ambitieux ont été adoptés et de nombreuses promesses ont été faites, a-t-il remarqué. Mais, malgré cela,

a-t-il ajouté, on constate que très peu de progrès ont été accomplis. Il a déploré le manque d'action, notamment de la part des économies industrialisées. Rappelant combien les Maldives sont affectées par les incidences négatives des changements climatiques, M. Gayoom a appelé à l'action dans ce domaine. Il a demandé à la communauté internationale de ne pas attendre que ce soit trop tard.

Aucune nation, petite ou grande, ne peut se montrer indifférente au sort des autres, a-t-il dit. « Nous avons prouvé que nous pouvons piloter et proposer des solutions aux problèmes communs. » Il a rappelé que son pays avait attiré l'attention de la communauté internationale dès 1987 sur les dangers posés par les changements climatiques et par l'élévation du niveau des mers. Il a espéré que « Samoa, la Voie à suivre » changerait le cours de l'histoire dans les négociations sur les changements climatiques et sur le développement durable. Il a enfin plaidé en faveur de partenariats authentiques et durables.

M. JAMES FLETCHER, Ministre du développement durable, de l'énergie, de la science et des technologies de Sainte-Lucie, a regretté que malgré tous les efforts déployés au cours des 20 dernières années peu de progrès aient été accomplis pour résoudre les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID). Il a déploré que certains de ces pays aient même connu une régression. Il a parlé de la sécheresse qu'a connue Sainte-Lucie en 2010, la pire en 40 ans, qui a été suivie du passage des pluies torrentielles de l'ouragan Tomas. Cet ouragan a coûté 50% de son PIB au pays, a-t-il précisé. Les conditions climatiques extrêmes sont devenues monnaie courante pour les PEID, a noté le Ministre, qui a en même temps regretté le manque d'ambition des pays de l'Annexe 1 en ce qui concerne la réduction du niveau de leurs émissions de gaz à effet de serre. Il a donc demandé aux pays développés de fournir un soutien financier et technique à ces pays.

Abordant le problème posé à certains pays par leur gradation de la catégorie des PMA à celle de pays à revenu intermédiaire, le Ministre a jugé absurde d'utiliser le critère du produit national brut (PNB) par habitant pour mesurer la prospérité de petites économies comme celles des PEID. Il a proposé d'utiliser plutôt des indicateurs de vulnérabilité, comme ceux de l'Indice de vulnérabilité du *Commonwealth*, pour évaluer le statut des PEID. Outre le problème des changements climatiques, qui attire toute l'attention, M. Fletcher a voulu parler du problème des maladies non transmissibles et des maladies émergentes telles que le Chikungunya dont on observe une épidémie dans les Caraïbes. Il a aussi souligné l'importance de la gestion de l'eau, son pays ayant connu une situation d'urgence en mai, juin et juillet de cette année. La mise en place de mesures de résilience dans ce domaine nécessite une aide financière et technique, a-t-il souligné. Enfin, il a plaidé en faveur de partenariats authentiques et durables pour répondre aux besoins des PEID, en suivant le principe de responsabilité mutuelle. Il a aussi souligné l'importance du contrat à conclure entre la société civile et le secteur privé dans ce domaine.

M. JOSÉ MANUEL GARCIA-MARGALLO, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne, a rappelé que les causes des vulnérabilités des petits États insulaires en développement (PEID) étaient connues de tous. Mais il ne suffit pas de les énumérer lors des conférences internationales, a-t-il dit avant d'appeler la communauté internationale à aider les petits États insulaires à les éliminer. Le Ministre espagnol a donné en exemple son pays, qui participe activement aux négociations sur les changements climatiques. « Nous continuerons à œuvrer pour que le Sommet du 23 septembre à New York soit un succès. » Parmi les défis à relever, il a mentionné les catastrophes naturelles et a invité les États à aider les pays qui sont vulnérables à mieux gérer la résilience à ces catastrophes. Il est impératif de développer le concept d'économie bleue, a ajouté M. Garcia-Margallo. Il a aussi demandé de protéger la biodiversité et notamment les forêts. Le Ministre a aussi indiqué que l'Espagne était le cinquième donateur au Fonds européen de développement, un Fonds qui constitue la principale source de financement de l'Union

européenne (UE) en faveur des PEID. M. Garcia-Margallo a estimé que la coopération européenne doit tenir compte non seulement du niveau de revenu par habitant des PEID mais aussi des autres facteurs qui ont un impact sur l'économie de ces pays. Outre la contribution qu'elle fait par le biais de l'UE, l'Espagne augmente son engagement bilatéral avec les PEID, a d'autre part signalé M. Garcia-Margallo, notamment en concluant des mémorandums avec ces pays pour reconnaître leurs priorités dans des domaines divers, comme ceux de la santé et de l'eau.

* * * * *